



**ROYAUME DU MAROC  
MINISTÈRE DES HABOUS ET  
DES AFFAIRES ISLAMIQUES  
UNIVERSITÉ AL QUARAOUÏYINE  
PRÉSIDENTE  
FES**

## **REGLEMENT DE CONSULTATION**

**RELATIF A L'APPEL D'OFFRES OUVERT  
SUR OFFRES DE PRIX N°02/PR/2020**

DU 15/12/2020 A 11H

**TRAVAUX D'AMÉNAGEMENT AU SIÈGE  
DE LA PRÉSIDENTE DE L'UNIVERSITÉ AL QUARAOUÏYINE  
À FES  
SALLE DE RÉUNIONS ET PORTAIL**

**- LOT UNIQUE -**

Marché passé par appel d'offres ouvert sur offres de prix, en séance publique en vertu des dispositions de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de paragraphe 3 de l'article 17 de Décret N°2-12-349 du 8 jourmada 1 1434 (20mars 2013) relatif aux marchés publics.

## **SOMMAIRE**

**ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRE**

**ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS**

**ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE**

**ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**ARTICLE 8 : INFORMATION DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES  
DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 10 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

**ARTICLE 12 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

**ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS,  
TECHNIQUES ET ADDITIFS**

**ARTICLE 14 : CRITERES DE QUALIFICATION EXIGES**

**ARTICLE 15 : LANGUE**

**ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE**

**ARTICLE 17 : TAUX DE CHANGE**

**ANNEXE I : MODELE DE DÉCLARATION SUR L'HONNEUR**

**ANNEXE II : MODELE d'ACTE D'ENGAGEMENT.**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRE**

Le présent appel d'offre a pour objet : **Travaux d'aménagement au siège de la présidence de l'université Al Quaraouiyyine à Fès : salle de réunions et portail**

Il est été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n° 2-12-349 du 08 Joumada I, 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions de l'article 18 et des autres articles du décret n° 2-12-349 précité.

### **ARTICLE 2 : REPARTITION EN LOTS**

Le présent appel d'offres concerne un marché lancé en **lot unique**.

### **ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maitre d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent Appel d'offres est **la Présidence de l'Université AL Quaraouiyyine Fès**.

### **ARTICLE 4 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics :

1) Peuvent valablement participer et être attributaire du marché résultant du présent appel d'offres les personnes physiques ou morales qui :

- Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises.
- Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles ou, à défaut de règlement constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement.
- Sont affiliées à la CNSS et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de cet organisme.

2) Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :

- Les personnes **physiques ou morales** en liquidation judiciaire.
- Les personnes **physiques ou morales** en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
- Les personnes **physiques ou morales** ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 **du décret n° 2-12-349** du décret précité.
- Les personnes **physiques ou morales** qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure d'appel d'offres.

### **ARTICLE 5 : RETRAIT DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition de tous les concurrents. Ils sont tenus de le retirer auprès du Service Economique de la Présidence de l'Université Al Quaraouiyyine à Fès dès la publication de l'avis d'appel d'offres dans le journal et jusqu'à la date limite pour la réception des offres.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré auprès du Service Economique de la Présidence de l'Université Al Quaraouiyyine à Fès, il peut également être téléchargé à partir de l'adresse électronique suivante : [www.uaq.ma](http://www.uaq.ma) ou du portail des marchés: [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma).

### **ARTICLE 6 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, le dossier d'appel d'offres comprend :

## Règlement de consultation

- Copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire de cahier des prescriptions spéciales;
- Modèle de l'acte d'engagement;
- Modèle du bordereau des prix ;
- Modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

### **ARTICLE 7 : MODIFICATIONS DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

Conformément aux dispositions de l'article 19 § 7 du décret précité, des modifications peuvent être introduites dans le dossier d'appel d'offres. Ces modifications ne peuvent en aucun cas changer l'objet du marché.

Si des modifications sont introduites dans le dossier d'appel d'offres, elles seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ledit dossier suffisamment à l'avance et en tout cas avant la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres.

Lorsque ces modifications nécessitent le report de la date d'ouverture prévue pour la réunion de la commission d'appel d'offres, ce report sera publié conformément aux dispositions de l'aliéna 1 du § I-2 de l'article 20 du décret précité.

### **ARTICLE 8 : INFORMATION DES CONCURRENTS**

Tout éclaircissement ou renseignement fourni par le maître d'ouvrage à un concurrent et à la demande de ce dernier sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents qui ont retiré le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception ou par télécopie confirmée ou par voie électronique.

Les demandes d'informations ou renseignements par les concurrents doivent être adressées au Bureau du Maître d'Ouvrage, au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, dont l'adresse est la suivante :

**Présidence de l'Université Al Quaraouiyine Bd. Abi El Hassan El Marini Kasbah Cherarda,  
B.P 2509, FES**

### **ARTICLE 9 : LISTE DES PIECES JUSTIFIANT LES CAPACITES ET LES QUALITES DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2.12.349 du 8 Jomada I 1434 (20 mars 2013), les pièces à fournir par les concurrents sont :

#### **➤ UN DOSSIER ADMINISTRATIF COMPRENANT :**

##### **1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :**

- a) Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, comportant les indications et les engagements précisés à l'article 26 du décret n° 2.12.349 précité (conforme au modèle contenu dans le dossier d'appel d'offres, annexe I) ;
- b) L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ;
- c) Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2.12.349 précité ;

##### **2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2.12.349 précité ;**

- a) La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
  - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée.
  - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
    - Une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

## Règlement de consultation

- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale.
  - L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne morale.
- b) Une attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret n° 2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) précité. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;
- c) L'attestation ou sa copie certifiée conforme délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret n° 2.12.349 précité; ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'original, prévue par le dahir portant loi n° 1.72.184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

**N.B : La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.**

- d) Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur ;
- e) L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrés par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origines ou de provenance pour les concurrents non installés aux Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

**N.B : La caution provisoire ne doit contenir aucune condition.**

### ➤ UN DOSSIER TECHNIQUE COMPRENANT :

Les concurrents doivent présenter un dossier technique composé de :

- Une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent, le lieu, la date, la nature et **l'importance des prestations des travaux artisanaux ou la restauration qu'il a exécutées ou à l'exécution desquelles il a participé;**
- Les attestations des prestations similaires en montant et nature des travaux certifiées conforme aux originaux délivrées par les hommes de l'art sous la direction desquels les dites prestations ont été exécutées ou par les bénéficiaires publics ou privés des dites prestations, chaque attestation doit préciser notamment la nature des prestations, les délais et les dates de réalisations, l'appréciation, le nom et la qualité du signataire et son appréciation ;  
*ci-joint copie de chaque attestation des prestations similaires en montant et nature des travaux*  
*- copie de la première page du CPS qui indique le numéro du marché, objet, nature du projet, et le maître d'ouvrage etc. signé par les intervenants, copie de la dernière page du CPS qui indique le numéro du marché, objet, nature du projet, montant du marché etc. signé par les intervenants et les pages dans le CPS qui indiquent les descriptifs des ouvrages des travaux de restauration ou la fourniture et la pose des articles suivants :*
  - ✓ Travaux de menuiserie en bois de cèdre sculpté ou peint : portes, berchlats, nefes, coupoles, fenêtres etc.)
  - ✓ Travaux en zelliges et marbre etc.
  - ✓ Travaux en plâtre sculpté ou peint etc.

## Règlement de consultation

- Un contrat de bail ou une attestation de propriétaire ou autre justifiant que l'entreprise possède son propre atelier de menuiserie.

Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1-Au moment de la présentation de l'offre, outre le dossier technique et additif le cas échéant et en plus des pièces prévues à l'alinéa 1) du I-A de l'article 25 du décret précité, une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché;

2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

a) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du décret précité . Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

b) une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de sécurité sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 du décret précité ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 jourmada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux a) et b) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

### ➤ DOSSIER ADDITIF COMPRENANT :

- Le CPS dûment paraphé sur toutes les pages par le concurrent et signé à la dernière page avec la mention « lu et accepté » ;
- Le RC dûment paraphé sur toutes les pages par le concurrent et signé à la dernière page avec la mention « lu et accepté » ;

### ➤ UNE OFFRE FINANCIERE COMPRENANT :

Chaque concurrent doit présenter une offre financière comprenant :

-L'acte d'engagement établi en un seul exemplaire ;

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli selon le modèle joint au dossier d'appel d'offres, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB) et signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'une même personne puisse représenter plus d'un concurrent à la fois dans le cadre de la même consultation (ou dans le même lot pour le cas d'un appel d'offres alloti).

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement, ledit acte doit :

- être signé soit par chacun des membres du groupement, soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les autres membres lors de la procédure de passation du marché.
- préciser :
  - Le mandataire du groupement
  - La nature du groupement (conjoint ou solidaire)
  - La ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser
  - La quote-part en pourcentage de chaque membre du groupement par rapport au montant total de l'offre financière.

*N.B : Toutes ces informations doivent être indiquées en concordance avec celles précisées au niveau de la convention de groupement fournie dans le dossier administratif et dans la note prévue au niveau du dossier additif.*

-Le bordereau des prix.

**En cas de groupement, le concurrent doit préciser, au niveau du bordereau des prix-détail estimatif ou la décomposition du montant global, les pourcentages de chaque membre réparti sur chaque prix unitaire du bordereau des prix – détail estimatif ou de la décomposition du montant global et par monnaie. Ces pourcentages doivent être concordants avec la répartition globale précisée au niveau de la note accompagnant la convention de constitution de groupement.**

## **ARTICLE 10 : PRÉSENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS**

Les offres seront présentées de la manière suivante :

- **La première enveloppe** contient le **dossier administratif, le dossier technique, le dossier additif**. Cette enveloppe doit être fermée et cachetée portant de façon apparente les mentions suivantes :

- **Travaux d'aménagement au siège de la présidence de l'université al quaraouiyyine à Fès : salle de réunions et portail.**

*Appel d'offres N°*

Date et heure de la séance d'ouverture des plis : .....

« **Dossiers administratif, technique et additif** »

Nom et adresse du soumissionnaire : ...

- **La deuxième enveloppe** contient **l'offre financière**. Cette enveloppe doit être fermée et cachetée portant de façon apparente les mentions suivantes :

- **Travaux d'aménagement au siège de la présidence de l'université alquaraouiyyine à Fès : salle de réunions et portail.**

*Appel d'offres N°*

Date et heure de la séance d'ouverture des plis : .....

« **Offre financière** » : .....

Nom et adresse du soumissionnaire : ...

- Toutes ces enveloppes devront être à l'intérieur d'un pli fermé et cacheté portant de façon apparente les mentions suivantes :

- **Travaux d'aménagement au siège de la présidence de l'université alquaraouiyyine à Fès : salle de réunions et portail.**

*Appel d'offres N°*

**"A n'ouvrir que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance d'ouverture des plis"**

Date et heure de la séance d'ouverture des plis : ...

Soumissionnaire : ...

Adresse : ...

## **ARTICLE 11 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS**

Conformément aux dispositions de l'article 31 du décret précité, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposés contre récépissé, au siège de la Présidence de l'Université Al Quaraouiyine indiqué dans l'avis d'appel d'offres.
- Soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception, au Service Economique de la Présidence de l'Université Al Quaraouiyine.
- Soit remis, séance tenante, au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance, et avant l'ouverture des plis.
- Soit envoyer, par voie électronique via le portail des marchés publics [www.marchespublics.gov.ma](http://www.marchespublics.gov.ma), conformément à l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°20-14 du 04/09/2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

### **ARTICLE 12 : DÉLAI DE VALIDITÉ DES OFFRES**

Les soumissionnaires qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévus à l'article 33 du décret précité, resteront engagés par leurs offres pendant un délai de **soixante-quinze jours (75j)** à compter de la date d'ouverture des plis.

Si, dans ce délai, le choix de l'attributaire ne peut être arrêté, le maître d'ouvrage pourra proposer, par lettre recommandée avec accusé de réception, de prolonger le délai de validité de leurs offres.

Seuls les soumissionnaires qui auront donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au maître d'ouvrage resteront engagés pendant ce nouveau délai.

### **ARTICLE 13 : OUVERTURE ET EXAMEN DES DOSSIERS ADMINISTRATIFS, TECHNIQUES ET ADDITIFS**

La séance d'ouverture des plis se tient au lieu et date fixé dans l'avis d'appel d'offres.

L'ouverture et l'examen des offres et l'appréciation des capacités des concurrents s'effectuent conformément aux dispositions prévues aux articles 36,39 et 40 du décret n° 2.12.349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

Lorsque la commission constate des erreurs matérielles ou des discordances dans les pièces du dossier administratif ou si le cahier des prescriptions spéciales n'est pas joint à l'offre ou s'il n'est pas paraphé ou signé, elle admet l'offre du concurrent concerné, sous réserve de l'introduction des rectifications nécessaires ou de la production du cahier des prescriptions spéciales dûment paraphé et signé.

#### **Examen des dossiers administratifs, techniques et additifs**

Conformément aux dispositions des articles 39 et 40 du décret n° 2.12.349 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, l'examen des offres financières concerne les seuls candidats admis à l'issue de l'examen de leurs dossiers administratifs, techniques.

#### **Le marché sera attribué au concurrent dont l'offre financière est la moins disante**

La préférence est accordée aux offres présentées par les entreprises nationales.

A cet effet, les dispositions de l'article 155 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics, seront appliquées.

Dans ce cas, les offres des entreprises étrangères seront majorées d'un pourcentage de quinze (15%).

En cas des groupements comprenant des entreprises nationales et étrangères soumissionnant au présent appel d'offres, le pourcentage visé ci-dessus est appliquée à la part des entreprises étrangères dans le montant de l'offre du groupement. Dans ce cas, les groupements concernés fournissent, dans le pli contenant l'offre financière visé dans l'article 29 du décret précité, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement qui doit préciser la part revenant à chaque membre du groupement.

La commission peut, le cas échéant, avant de se prononcer, demander par écrit à l'un ou à plusieurs concurrents des éclaircissements sur leurs dossiers techniques et additifs. A cet effet, les concurrents doivent fournir, à la première demande, une réponse complète et exhaustive, faute de quoi la commission est fondée à écarter l'offre du concurrent sans qu'il soit destinataire d'un questionnaire supplémentaire.

**ARTICLE 14 : CRITERES DE QUALIFICATION EXIGES :**

Est considéré comme projet similaire un projet relatif à la réalisation des travaux de mise à niveau de la réhabilitation et de restauration.

- Les concurrents doivent avoir réalisé les projets similaires **pendant les dix dernières années.**

**ARTICLE 15 : LANGUE**

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en arabe ou en français.

**ARTICLE 16 : MONNAIE DE L'OFFRE**

Les concurrents étrangers peuvent exprimer une partie ou la totalité de leurs honoraires dans la devise du pays où ils sont installés. Cette devise doit être unique et le choix fait lors du dépôt de l'offre est irrévocable.

**ARTICLE 17 : TAUX DE CHANGE**

Pour être évaluées et comparées, les montants des offres exprimées en monnaie étrangère seront convertis en dirham. La conversion s'effectuera sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donnés par Bank Al Maghrib.

<b>LU ET APPROUVE PAR LA SOCIETE</b>	<b>ETABLI PAR LE MAITRE D'OUVRAGE</b>
--	---

**ANNEXE 1: MODELE DE DÉCLARATION SUR L'HONNEUR**

**Appel d'offres ouvert N° 02/PR/2020 travaux d'aménagement au siège de la présidence de l'université al quaraouiya à Fès: salle de réunions et portail**

**A - Pour les personnes physiques**

Je, soussigné : .....(prénom, nom et qualité)  
agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,  
adresse du domicile élu :.....  
affilié à la CNSS sous le n° :.....(1)  
inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°.....(1) n° de patente  
.....(1)  
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR .....(RIB)

**B - Pour les personnes morales**

Je, soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)  
agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la société)  
au capital de :.....  
adresse du siège social de la société .....  
adresse du domicile élu .....  
affiliée à la CNSS sous le n°..... (1)  
inscrite au registre du commerce .....(localité) sous le n°.....(1)  
n° de patente .....(1)  
n° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR .....(RIB)

**- Déclare sur l'honneur :**

- 1 - m'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2 - que je remplie les conditions prévues à l'article 24 décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics ;
- 3- Etant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4 - m'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
  - à m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du décret précité ;
  - que celle-ci ne peut dépasser 50% du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal du marché ;
- 5 - m'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.
- 6 - m'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7 – je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 8 – je reconnais avoir pris connaissance des sanctions prévues par les articles 138 et 159 du décret précité, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

**Fait à....., le .....**  
**Signature et cachet du concurrent**

## ANNEXE II : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT.

### Partie réservée à l'administration :

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° 02/PR/2020 du 15/12/2020 à 11heures,

Objet du marché : travaux d'aménagement au siège de la présidence de l'université al quaraouiyine à Fès: salle de réunions et portail

### Partie réservée au concurrent :

#### A/ Pour les personnes physiques:

Je (1), soussigné:.....(prénom, nom, et qualité)  
Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,  
Adresse du domicile élu: .....  
Identification Fiscale .....  
Identification Commune des Entreprises  
(ICE).....  
Affilié à la C.N.S.S. sous le n°.....(2)  
Inscrit au registre de commerce ..... (localité) sous le n°.....(2)  
N° de patente.....(2).

#### B / Pour les personnes morales:

Je (1), soussigné:.....(prénom, nom, et qualité au sein de l'Entreprise)  
Agissant au nom et pour le compte de, .....(raison sociale et forme juridique de la Société)  
Au capital de.....  
Identification Fiscale .....  
Identification Commune des Entreprises  
(ICE).....  
Adresse du siège social de la Société.....  
Adresse du domicile élu:.....  
Affilié à la C.N.S.S. sous le n°.....(2)  
Inscrit au registre de commerce ..... (localité) sous le n°..... (2)(3)  
n° de patente.....(2)(3)

### En vertu des pouvoirs qui me sont conférés:

Après avoir pris connaissance du dossier d'Appel d'offres concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus;

Après avoir précisé à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations:

- 1) Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix et un détail estimatif établi conformément au modèle figurant au dossier d'Appel d'offres;
- 2) m'engage à exécuter les dites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
  - Montant annuel hors T.V.A :.....(en chiffres et en lettres)
  - Taux de la TVA à 20% ;
  - Montant de la T.V.A : .....(en chiffres et en lettres)
  - Montant T.V.A comprise : .....(en chiffres et en lettres).

L'Etat se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte ..... (à la T.G ; bancaire ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro .....

Fait à ..... le.....

(Signature et cachet du concurrent)

## Règlement de consultation

(1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :

- a)** mettre : « Nous, soussignés.....nous nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
- b)** ajouter l'alinéa suivant : « désignons ..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement. » ;
- c)** Préciser la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser pour le groupement conjoint et éventuellement pour le groupement solidaire.

(2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à l'attestation délivrée par une autre autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits ;